



L'amour est essentiel, un salaire minimum permettant de vivre dignement l'est aussi

Cyndel, Setca, commerce non-alimentaire :

« **Notre salaire est inférieur à 2.300 € par mois. Sur le terrain, on nous en demande toujours plus, mais notre salaire par contre, n'augmente pas. Et depuis le Coronavirus, la flexibilité demandée s'est encore intensifiée et la crise s'est également durement fait sentir sur le portefeuille suite aux périodes de chômage temporaire qui se sont succédées. Certains collègues ont dû accepter des fonctions qu'ils ne maîtrisaient pas juste pour continuer à pouvoir payer leurs factures.** »

Anna, Horval, Titres-services :

« **Une fois que nous avons payé nos charges, notre loyer et notre véhicule qui est notre outil de travail mais qui est complètement à notre charge, il ne nous reste presque rien pour vivre.** »

Annelies, Setca, Ergothérapeute dans un centre de soins résidentiel :

« **Beaucoup de mes collègues n'arrivent à joindre les deux bouts que parce qu'elles ont un partenaire. Travailler et être malgré tout dépendant financièrement, je trouve ça inacceptable.** »

Saint-Valentin oblige, l'ambiance sera un peu plus romantique dans les chaumières ce dimanche, ... ou pas. Pour de nombreux travailleurs, l'heure n'est pas à la fête. On pense en particulier aux travailleuses et travailleurs au salaire minimum qui sont durement frappés par la crise du Coronavirus.

Dans cette catégorie de travailleurs, tous ne sont pas touchés de la même manière : d'une part, il y a les travailleurs 'essentiels' - ceux qui ont permis à nos entreprises de fonctionner pendant les fermetures. Ils travaillent dans des secteurs tels que le commerce de détail, le nettoyage, la collecte de déchets, l'aide à domicile, le transport, l'industrie alimentaire,...

Autant de secteurs où la proportion de travailleurs payés au salaire minimum est parmi les plus élevées. Un deuxième groupe de travailleurs au salaire minimum sont ceux qui ont été licenciés ou mis au chômage économique en raison des règles de confinement. Sans compter certains secteurs qui sont toujours fermés, comme l'Horeca ou le secteur culturel. Pour tous ces travailleurs, du jour au lendemain, leurs revenus déjà trop faibles se sont effondrés. N'oublions pas qu'il est particulièrement difficile - voire impossible - de se constituer une épargne quand on n'a déjà pas assez pour finir le mois.

En cette veille de 14 février, date symbolique de notre combat pour les 14 €, la FGTB tient à réaffirmer sa détermination à arriver à relever progressivement le salaire minimum pour atteindre 14 € brut de l'heure ou 2.300 € par mois. Selon plusieurs études, en dessous de ce seuil,

il est impossible de vivre décemment de son travail. Or, plus de 800.000 familles sont concernées. Plus grave encore, près de 70.000 travailleurs (soit 2 à 3 % des travailleurs belges) sont au salaire minimum, soit 9,87 €/h ou 1 625 €/mois.

Le débat sur un salaire minimum décent et viable est avant tout un débat éthique et moral. Une démocratie cesse d'être viable quand les inégalités dépassent les bornes. Alors que le gouffre entre le patronat et les travailleurs semble plus grand que jamais, que les travailleurs encaissent les 0,4 % de marge salariale comme une giflette non méritée, la réalité du terrain est plus présente que jamais pour nous rappeler que l'augmentation du salaire minimum doit être une priorité absolue.

Pas payable? Selon la FGTB, il est possible d'arriver à une augmentation progressive des salaires les plus bas par une solidarisation des coûts via une cotisation sociale de tous les employeurs à un Fonds. Avec une cotisation de 0,2 % de la masse salariale globale, on pourrait augmenter les salaires les plus bas d'1 €. Ce serait un pas dans la bonne direction. Et pas question de retirer ces 0,2 % des 0,4 % !

Cette crise sanitaire ne doit pas être vaine. Il est essentiel que nous en tirions les leçons qui s'imposent. Applaudir les travailleurs, c'est bien, les payer de manière digne, c'est mieux.

Plus d'infos ?

**Geoffrey Goblet, responsable
Coordination FF14 – FGTB**

T. 0495 62 26 09

Amandine, CG, Titres-services :

« **Dans les titres-services, nous sommes essentielles quand on a besoin de nous. Aller chez les clients, prendre des risques... mais dès qu'il s'agit de nous payer justement, nous en sommes apparemment indignes.** »

Sandra, MUB, Secteur automobile :

« **Ce n'est quand même pas un gros mot, 14 €.** »

